



la lettre d'information d' **Anne Sander**

Députée européenne
Questeure au Parlement européen

octobre 2020

LE QUASI CHAOS DANS LEQUEL LA COVID-19 A PLONGÉ LA TERRE ENTIÈRE EST LOIN D'ÊTRE TERMINÉ. ALORS QUE L'ANNONCE D'UNE SECONDE VAGUE DE CONTAMINATION EST PRESQUE SUR TOUTES LES LÈVRES, NOUS DEVONS NOUS ORGANISER POUR FAIRE FACE NON SEULEMENT À LA CRISE SANITAIRE, MAIS ÉGALEMENT À LA CRISE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE QUI EN DÉCOULE.

Cette situation exceptionnelle ne trouvera d'issue que si nous nous coordonnons au niveau européen, notamment pour éviter de nouvelles fermetures de frontières, qui auraient des conséquences catastrophiques à tous niveaux.

Cela fait 7 mois maintenant que le Parlement européen ne s'est plus réuni à Strasbourg. Les conséquences sont dramatiques, pour notre institution, pour la France, pour le rayonnement de la ville de Strasbourg, mais surtout pour l'économie régionale.

Le fait est connu depuis de nombreuses années, une majorité de députés européens sont réticents à se rendre à Strasbourg pour les sessions plénières mensuelles. Les raisons évoquées ont évolué dans le temps. D'abord d'ordre économique, l'argument environnemental a pris le relais. Je me réjouis de la récente publication du rapport de la commission de l'Environnement du Parlement européen qui conclue que les bâtiments de Strasbourg sont exemplaires en termes énergétiques et que le fonctionnement sur les trois sites de Bruxelles, Luxembourg et Strasbourg n'entraîne qu'une légère augmentation de l'empreinte carbone de notre institution.

Aujourd'hui, les anti-Strasbourg opposent un nouvel argument, celui de la crise sanitaire due à la Covid-19. Un argument pour ma part, totalement inacceptable.

La situation sanitaire dans notre région s'améliore de jour en jour et est en tous points bien meilleure qu'à Bruxelles. Je salue le travail remarquable réalisé à Strasbourg, par les services de l'Etat, du Parlement européen, les hôteliers et les collectivités territoriales afin d'accueillir dans les conditions sanitaires les plus sûres les parlementaires mais également l'ensemble du personnel.

La mobilisation continue pour ma part, que ce soit directement auprès du Président du Parlement européen, au Bureau, au sein duquel je siège en tant que Questeure, mais aussi auprès de mes collègues parlementaires. Il est maintenant de la responsabilité du Chef de l'Etat de rappeler au Parlement européen ses engagements et obligations dans le cadre des traités.

sommaire

**en commissions
parlementaires
pages 2-5**

pour découvrir et comprendre
les thématiques sur lesquelles
je suis investie

**au Parlement européen
pages 6 - 8**

**en plénière
page 9-11**

**en circonscription
pages 12-14**

Anne Sander



Conservation du loup et protection des activités humaines

VERS QUEL ÉQUILIBRE ?

J'accueillais le 9 septembre, en collaboration avec Annie Genevard, Vice-Présidente de l'Assemblée nationale, l'Association Nationale des Élus de la Montagne autour d'un séminaire sur la thématique «Comment assurer un état de conservation favorable du loup tout en protégeant les activités humaines, en particulier notre pastoralisme, qui en souffre très durement aujourd'hui?». Nous demandons que l'UE, mais également les États membres, apportent plus de flexibilité dans la législation européenne actuelle afin de **mieux protéger nos éleveurs totalement démunis face aux nombreux dommages causés par le loup**. C'est dans ce sens que nous avons engagé des travaux, pour faire en sorte que soit revu le statut du loup dans la Directive européenne «Habitats».



commissions
parlementaires

Mise en œuvre de la législation sur la santé animale

IL EST NÉCESSAIRE DE GARANTIR NOTRE SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Le règlement sur la santé animale doit entrer en vigueur en avril 2021. Or les opérateurs ainsi que les autorités nationales risquent de ne pas être en mesure d'appliquer correctement cette nouvelle législation. En effet, un retard important a été pris dans l'adoption des actes de mise en œuvre, et le contexte lié à la COVID-19 a également retardé les préparatifs.

Le 23 septembre, en commission de l'Agriculture du Parlement européen, j'ai demandé à la Commission européenne de reporter l'entrée en vigueur de ce règlement, afin que les opérateurs soient prêts à l'appliquer efficacement **pour garantir une réponse sanitaire efficace en cas d'épizooties en Europe**.

Reconnaissance européenne de semences produites en Ukraine

NE PAS AGIR DANS LA PRÉCIPITATION

La proposition de la Commission européenne d'accorder une reconnaissance des conditions de production de certaines semences venues d'Ukraine, risque de déstabiliser les marchés européens et notamment français.

En commission de l'Agriculture du Parlement européen, je suis intervenue le 2 septembre pour demander à la Commission européenne de tenir compte des prochains résultats de l'étude actuellement en cours concernant la législation existante relative à la production et commercialisation du matériel de reproduction des végétaux avant de prendre toute décision hâtive.

Lors du vote en commission le 21 septembre, je me suis prononcée en faveur de la réalisation d'une étude d'impact avant l'octroi d'une telle équivalence.



Conséquences de la COVID-19 sur la viande de veau

IL FAUT SOUTENIR URGEMMENT LE SECTEUR

La Commission européenne a décidé de suspendre l'aide au stockage privé de viandes bovine, ovine et caprine, mesures mises en place pour soutenir les agriculteurs confrontés à la crise de la COVID-19.

Alors que ces secteurs se rétablissent, celui de la viande de veau fait face à des difficultés certaines, et notamment du fait de la baisse du prix sur les marchés.

Avec mes collègues de la commission de l'Agriculture du Parlement européen, nous avons déposé une question écrite à la Commission européenne, demandant, **de toute urgence, la mobilisation des fonds non-utilisés par les autres secteurs d'élevage pour financer des mesures de stockage privé pour ce secteur.**

Plan européen de relance pour les filières agricoles

HONORÉE D'EN ÊTRE LA RAPPORTEUSE DU PPE

Nos secteurs agricoles et nos territoires ruraux ont fortement été éprouvés par la crise de la COVID-19.

Près de 8,2 milliards d'euros de financement européen vont être débloqués pour accompagner la relance dans ces secteurs. Mon groupe politique, le Parti Populaire Européen, vient de me confier la responsabilité de porter ce plan de relance. Les agriculteurs doivent pouvoir en **bénéficier dès 2021, les fonds doivent être ciblés sur des mesures utiles pour assurer une relance économique adéquate des secteurs et financer des mesures structurantes (promotion, démarche de qualité, transfert de connaissances, coopérations des producteurs, gestion des risques) pour préparer l'avenir** ; ce sont les objectifs que je me suis fixés.

Financement du Pacte Vert pour l'Europe

OUI MAIS PAS AU DÉTRIMENT DE LA PAC

Le 7 juillet, la commission de l'Agriculture du Parlement européen a rendu un avis concernant le plan d'investissement pour financer le Pacte vert, qui vise à orienter l'UE vers la neutralité climatique d'ici 2050. Ce plan doit permettre de mobiliser l'investissement public mais aussi des fonds privés. **L'Union devra se doter des moyens nécessaires pour mettre en œuvre cette stratégie ambitieuse sans pour autant grever le budget de politiques essentielles comme la PAC.**

“

Près de 8,2

milliards d'euros
de financement
européen pour
accompagner la
relance

”





Vins, Fruits et Légumes

VERS L'ADOPTION D'UN ACTE DE GESTION DE CRISE

Suite aux annonces de Janusz Wojciechowski, Commissaire européen en charge de l'Agriculture, le 24 juin, la Commission européenne a adopté un acte complémentaire de gestion de crise visant à renforcer les mesures adoptées pour venir en aide aux secteurs du vin, des fruits et des légumes fortement touchés par la crise de la COVID-19. En tant que Rapporteur du Parlement sur la gestion des crises, je suis heureuse que notre mobilisation en commission de l'Agriculture du Parlement européen ait payé. Seul un rapport de force constructif avec la Commission européenne nous a permis d'obtenir ces avancées pour ces secteurs. Cela montre que **l'UE a plus que jamais besoin du Parlement européen pour assurer un contrôle démocratique sur l'action de la Commission européenne dans la gestion des marchés et de crise.**

Accords UE - Nouvelle Zélande

LES SECTEURS OVIN ET LAITIER NE DOIVENT PAS ÊTRE UNE VARIABLE D'AJUSTEMENT

Alors que les négociations de libre-échange avec la Nouvelle-Zélande sont en cours, avec mes collègues du Parlement européen, nous avons adressé un courrier, le 24 juin, au Commissaire en charge du Commerce international, attirant l'attention sur le caractère sensible des

secteurs ovin et laitier. Ces derniers, déjà fortement touchés par la crise, sont particulièrement inquiets quant à l'ouverture du marché européen à des produits proposés à coûts plus faibles par la Nouvelle-Zélande. À cela s'ajoute les nouvelles stratégies «Biodiversité» et «De la Ferme à la Fourchette» mais aussi l'incertitude autour de la future relation entre l'Union européenne et le Royaume-Uni. Nous appelons la Commission européenne à la plus grande vigilance au sujet de cet accord commercial et **demandons à ce que ces secteurs agricoles ne soient pas une variable d'ajustement dans les négociations.**



Développement du télétravail

POUR UN DROIT À LA DÉCONNEXION

Suite à la pandémie de la COVID-19 et au confinement, le télétravail a permis le maintien de nombreuses activités. Cette nouvelle façon de travailler représente des avantages certains pour les travailleurs et les employeurs : gain de temps, diminution de rejets de CO2 liés aux transports, etc. Il a également permis un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie privée, qui doit toutefois être contrebalancé par le droit à la déconnexion. Déjà prévu en France, ce droit a fait l'objet d'un débat au sein de la commission de l'Emploi et des Affaires sociales du Parlement européen le 7 septembre. Je suis intervenue pour demander qu'une réflexion soit menée pour améliorer la protection et le bien être des travailleurs, sans pour autant se traduire par un fardeau administratif supplémentaire pour les entreprises, déjà mises en difficulté par les récents événements.

Stratégie européenne des PME

DÉBAT SUR SON PROCHAIN CONTENU

A l'occasion de la présentation du projet de rapport d'initiative pour dessiner la nouvelle stratégie européenne pour les PME, je rappelais, le 16 juillet, en commission Emploi du Parlement

européen, le rôle clefs des PME, sources majeures d'emplois et acteurs essentiels de l'attractivité de nos territoires. En tant que rapporteure pour le PPE sur l'avis qui sera rendu par la commission de l'Emploi et des Affaires sociales, j'ai attiré l'attention lors des débats sur la nécessité de travailler sur l'**amélioration des sources de financement, la réduction du fardeau administratif, la valorisation de l'apprentissage et le développement de la formation.**

Fonds européen d'aide aux plus démunis

UNE NÉCESSAIRE CONSERVATION DES CRÉDITS ALLOUÉS AUX ÉTATS MEMBRES

La crise de la COVID-19 a considérablement augmenté le nombre d'Européens en grande précarité. J'intervenais, le 22 septembre, en commission de l'Emploi et des Affaires sociales du Parlement européen pour souligner l'importance du Fonds européen d'aide aux plus démunis - FEAD. Il représente une ressource vitale pour les associations nationales qui accompagnent des millions d'Européens en détresse. **J'ai plaidé en faveur d'une conservation des crédits alloués aux États membres pour ce Fonds, afin de venir en aide aux personnes en grande difficulté, alors même qu'il était question de les réduire dans le prochain budget.**

au Parlement
européen

Siège du Parlement européen à Strasbourg

SESSIONS PLÉNIÈRES SUSPENDUES POUR CAUSE DE CRISE SANITAIRE

Le report des sessions plénières de Strasbourg à Bruxelles, pour cause de crise sanitaire, est une décision difficile à accepter, autant du point de vue du respect des Traités européennes que des conséquences économiques dramatiques pour Strasbourg et la région. A plusieurs reprises, j'ai rencontré le Président du Parlement européen pour **demande le retour immédiat de la session plénière à Strasbourg** et le renouvellement de l'engagement du Parlement vis-à-vis de l'Alsace et des Strasbourgeois. J'ai également insisté sur la nécessité de renforcer la présence du Parlement européen à Strasbourg et de travailler à l'organisation d'événements parlementaires de haut niveau, afin d'aider les secteurs de l'hôtellerie, de la restauration, du transport durement touchés. J'ai porté ce même message auprès du Bureau du Parlement européen, au sein duquel je siège en tant que Questeur.

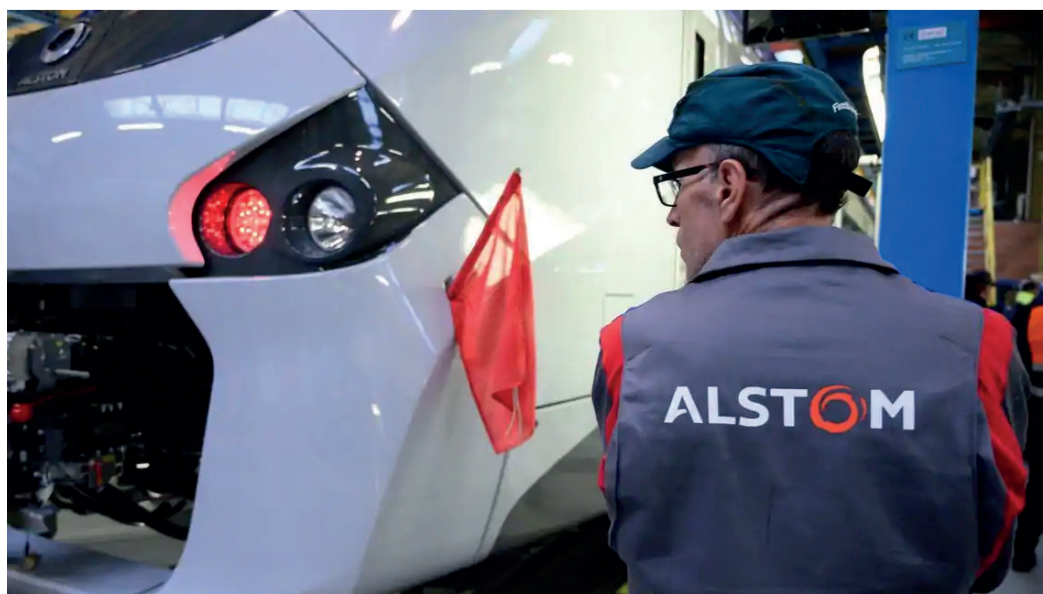


Rachat de Bombardier par Alstom

ATTENTION AUX CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES, INDUSTRIELLES ET SOCIALES

Pour répondre à des règles européennes de la concurrence, devenues archaïques, la Société

Alstom prévoit de vendre le site de Reichshoffen. Avec mes collègues de la délégation française du Parti Populaire Européen, nous avons interpellé Margrethe Vestager, Commissaire européenne en charge de la concurrence, pour **alerter sur les conséquences économiques, industrielles, sociales et humaines d'une telle décision, qui ne se justifie, ni pour raison industrielle, ni pour raison économique.**



Cancer des jeunes

POUR DES EFFORTS EUROPÉENS COMMUNS

Dans l'Union européenne, un enfant sur 300 développe un cancer avant ses 20 ans. À l'initiative de mon groupe politique, le Parti Populaire européen, le Parlement européen a lancé début septembre une campagne de sensibilisation et de lutte contre le cancer des jeunes à laquelle j'ai participé. **L'Europe doit contribuer à combattre cette maladie.**



octobre 2020

la lettre
d'information d'

Anne Sander

Députée européenne

Travailleurs frontaliers français en Suisse

MAINTENIR LES MESURES D'EXCEPTION AU RÉGIME DE SÉCURITÉ SOCIALE

Les travailleurs transfrontaliers ont été particulièrement touchés par la crise de la COVID-19. Certains se sont retrouvés dans l'impossibilité de mener à bien leurs activités professionnelles.

J'ai adressé un courrier à Élisabeth Borne, Ministre du Travail, pour demander à ce que le gouvernement français prolonge les mesures d'exception relatives à l'assujettissement au régime de sécurité sociale français pour les travailleurs frontaliers français en Suisse, afin d'éviter que ces derniers se trouvent à partir de septembre dans une incertitude juridique.

Je me félicite que le gouvernement ait entendu ce message, également relayé par les parlementaires nationaux.

Exportation de bois de frêne vers la Chine

STOP AUX RESTRICTIONS

La Chine a, depuis 5 ans, mis en place des restrictions sur l'exportation de grumes et de sciage de frêne en provenance d'Europe afin de lutter contre le Chalarose du frêne dont la

propagation peut être facilement éliminée par des procédés de coupes ou de séchage spécifique. Ces restrictions sont totalement disproportionnées, représentant une véritable perte économique pour nos opérateurs européens et créant un véritable risque de distorsions de concurrence. Début juillet, j'ai adressé un courrier au Commissaire européen en charge du Commerce, afin que la Commission européenne prenne des initiatives pour trouver des solutions.

“
Ces restrictions
sont totalement
disproportionnées,
représentant une
véritable perte
économique
”



Journées d'études du Bureau du Parlement européen

TRANSFORMATION NUMÉRIQUE ET ENGAGEMENT CITOYEN

En tant que Questeure, je participais le 24 septembre aux journées d'études du Bureau du Parlement européen. L'enjeu était de tirer les leçons des décisions prises pour permettre au Parlement européen de continuer de mener ses missions législatives et de contrôle démocratique durant la pandémie. Nous avons également travaillé sur la numérisation croissante de nos activités et l'ouverture du Parlement européen aux citoyens européens.



Absence de marché intérieur dans le domaine des assurances

UNE RÉELLE ENTRAVE À LA LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES

De nombreux Européens, amenés à travailler ou à étudier pour une durée limitée dans un autre pays de l'Union européenne, se trouvent aujourd'hui confrontés aux risques liés à la non-assurance de leur véhicule, qui peut entraîner des conséquences très graves.

Cette situation constitue une réelle entrave à la libre circulation des personnes dans l'Union européenne et démontre l'absence de marché intérieur dans le secteur des assurances.

J'ai adressé, fin juin, un courrier à Thierry Breton, Commissaire européen en charge du marché intérieur pour lui demander d'engager la Commission européenne dans les travaux nécessaires pour remédier à ce manque, qui touche particulièrement nos régions frontalières.



Le Parlement européen doit rester engagé pour venir en aide au secteur



Intergroupe vin

MESURES DE SOUTIEN AU SECTEUR VITICOLE

Soutenir le secteur viticole européen qui rencontre de sérieuses difficultés, tel est l'appel que j'ai lancé lors de la réunion de l'Intergroupe vin du Parlement européen, du 3 juillet. Ce secteur fortement touché par les sanctions américaines et la contraction du marché, notamment due à la crise de la COVID-19, craint également dans les mois à venir un no-deal dans le cadre du BREXIT. Le Parlement européen doit rester engagé pour venir en aide au secteur en obtenant de la Commission européenne des mesures immédiates, sous forme d'un budget de mesures exceptionnelles en cas de crise pour 2021 mais aussi en travaillant sur des perspectives à plus long terme. Une audition sera organisée fin octobre dans ce sens.

en plénière dans
l'hémicycle

Conséquences économiques de la COVID-19 sur le tourisme

POUR UN SOUTIEN AU SECTEUR FORTEMENT TOUCHÉ

Avec 22,6 millions de salariés et une contribution au PIB européen de 9,5%, le tourisme fait partie des secteurs plus touchés par les conséquences de la pandémie. Le 19 juin, en session plénière du Parlement européen, **je votais en faveur d'une résolution** proposée par mon groupe politique, le PPE, **visant à apporter un soutien accru au secteur du tourisme, secteur dans lequel plus de 6,4 millions d'emplois sont menacés.** J'y ai notamment souligné les bénéfices du tourisme rural et agro-écologique et ai appelé la Commission européenne à promouvoir les initiatives créatrices de revenus additionnels dans les zones rurales, synonymes de diversification des revenus des agriculteurs. Je demandais à ce que le Fonds européens de développement rural (FEADER) puisse jouer un rôle important et bénéficier d'un budget adéquat sur la période 2021-2027.



octobre 2020

la lettre
d'information d'

Anne Sander

Députée européenne

Mesures sanitaires face à la COVID-19

POUR UNE MEILLEURE COORDINATION EUROPÉENNE

Les mesures et règles pour faire face à la COVID-19 sont aussi multiples que le nombre d'États dans l'Union européenne. Dans le cadre de la session plénière

du Parlement européen du mois de septembre, j'ai voté en faveur d'une résolution de mon groupe politique, le PPE, pour une meilleure coordination des mesures au niveau européen. **Nous demandons le maintien de la libre circulation des biens, des services et des personnes, non seulement pour éviter des tragédies familiales mais également des conséquences économiques désastreuses, notamment dans nos régions frontalières.**



Finance verte européenne

ADOPTION DE CRITÈRES POUR LES INVESTISSEMENTS DURABLES

Le 19 juin, en session plénière du Parlement européen, j'ai voté en faveur d'une nouvelle législation sur les investissements durables,

qui, en fixant six objectifs environnementaux, permettra à une activité économique d'être labellisée écologiquement durable. Ce texte introduit également des règles plus souples pour encourager les banques à prêter aux entreprises vertueuses afin que l'UE puisse remplir ses objectifs de neutralité carbone d'ici 2050, comme le prévoit le Green New Deal.

Stratégie européenne en faveur des personnes handicapées

POUR UN PLAN À LA HAUTEUR DES ENJEUX

En session plénière, le 19 juin, j'ai voté pour une stratégie ambitieuse en faveur des

personnes handicapées après 2020. Une personne sur six est touchée par le handicap dans l'UE et 100 millions de citoyens européens handicapés n'ont pas la possibilité de participer pleinement à la société et à l'économie. Alors que la stratégie européenne en matière de handicap touche à sa fin, je votais cette semaine au Parlement européen, en faveur de son renouvellement, **en demandant à la Commission européenne de la doter d'un budget adéquat et de mettre l'accent sur les mesures pour faciliter l'accès au**



marché du travail des personnes handicapées.

Stratégie européenne des médicaments

LUTTE CONTRE LES FUTURES PÉNURIES

En session plénière de septembre, j'ai voté pour la mise en place de mesures européennes qui

aideront à lutter contre les futures pénuries de médicaments en Europe. Cette problématique a été aggravée avec la crise sanitaire de la COVID-19, entraînant des conséquences négatives directes sur la santé et la sécurité des patients. Je me réjouis de la création par la Commission européenne d'une réserve européenne des médicaments d'intérêt sanitaire et stratégique. Cette réserve devrait fonctionner comme dans les États membres.

“
une «pharmacie européenne d'urgence» en cas de rupture d'approvisionnement
”



Nouveau Paquet mobilité

VERS UNE AMÉLIORATION DES CONDITIONS DE TRAVAIL DES CONDUCTEURS

Lors de la session plénière du Parlement européen, du mois de septembre, j'ai voté pour le nouveau paquet Mobilité. Je me réjouis qu'après trois ans de négociation ces nouvelles règles vont améliorer les conditions de travail des conducteurs, mettre en place des règles claires sur le détachement des conducteurs et assurer une meilleure application pour lutter contre les pratiques illégales.



Programmes « Horizon Europe » et « Erasmus+ »

LE COMPTE N'Y EST PAS

Lors de la plénière du mois de juin, le Parlement européen

a été amené à se prononcer sur les propositions du Conseil quant au budget à long terme de l'UE. Avec mes collègues du Parlement européen, nous avons marqué notre désapprobation quant aux coupes effectuées dans les programmes d'avenir tels que «Horizon Europe», dédié à la Recherche et l'Innovation, « Erasmus+ », destiné à la mobilité, ou encore le soutien aux PME.

Mécanisme de protection civile de l'UE

VERS UN RENFORCEMENT DU DISPOSITIF

J'ai voté, en session plénière de septembre, en faveur du renforcement du Mécanisme de protection civile de l'UE; mécanisme dont le but est d'améliorer la prévention des catastrophes ainsi que la réaction à ces dernières. Durant la crise de la COVID-19, alors que le confinement paralysait le monde entier, le Mécanisme européen de protection civile a participé à l'évacuation de plus de 75 000 ressortissants européens. Je me réjouis de l'adoption de ces nouvelles mesures qui vont permettre d'améliorer son efficacité.



3 juillet 2020 - Rencontre avec le nouveau
Président de la Chambre de Métiers
d'Alsace, Jean-Luc Hoffmann

5 juillet 2020 - Remise du «Manifest 2020»
rédigé par les Grenzlandmedaillenempfänger, à
Schweigen-Rechtenbach

16 juillet 2020 - Assemblée générale des
Vins d'Alsace à Colmar

21 août 2020 - Assemblée générale des
Alsaciens du Monde (UIA) à Strasbourg

28 août 2020 - Rentrée de la Task Force
« The Seat » et des associations du
CŒURS

25 août 2020 - Rencontre avec le Syndicat
Général des Vignerons de la Champagne
à Chigny-les-Roses

en circonscription



4 septembre 2020 - Échanges à Châlons-en-Champagne avec les représentants de toutes les filières agricoles du Grand Est



8 septembre 2020 - Assemblée générale de la Mission Opérationnelle Transfrontalière au Conseil départemental du Haut-Rhin à Colmar



18 septembre 2020 - Remise officielle de la motion de la Région Grand Est demandant le retour, à Strasbourg, des sessions plénières du Parlement européen



14 septembre 2020 - Rencontre à Strasbourg, avec Clément Beaune, Secrétaire d'Etat aux affaires européennes



18 septembre 2020 - Rentrée syndicale des Jeunes Agriculteurs du Bas-Rhin à Gerstheim



28 septembre 2020 - Signature de la cession du terrain par l'Eurométropole de Strasbourg pour l'extension d'EU-LISA



23 septembre 2020 - Tournage d'une émission de France 24 sur le verdissement de la PAC à la Ferme Steinmetz Céline à Kriegsheim

ANNE SANDER **DÉPUTÉE EUROPÉENNE - QUESTEURE AU PARLEMENT EUROPÉEN**

Née en 1973, à Haguenau en Alsace, et Docteure en Économie diplômée de l'Université de Strasbourg, Anne Sander a été élue en mai 2019 pour un second mandat de Députée européenne. Membre titulaire de la Commission de l'Agriculture et du Développement rural et membre suppléante de la Commission de l'Emploi et des Affaires sociales, elle siège également au Bureau du Parlement européen, en sa qualité de Questeur. Vice-présidente de la fédération Les Républicains du Bas-Rhin, elle est affiliée au Parti Populaire Européen. Outre ses activités parlementaires, elle s'investit particulièrement sur les thématiques de la coopération transfrontalière, en créant en 2014 un groupe de travail au Parlement européen, et s'engage fortement en faveur du siège du Parlement européen à Strasbourg.



ME CONTACTER

par courrier

Parlement européen
1, avenue du Président Robert Schuman - 67070 Strasbourg

✉ anne.sander@ep.europa.eu

☎ +33 3 88 17 75 25

www.annesander.eu



Anne Sander



@ASanderMEP